



*Liberté \* Égalité \* Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PRÉFÈTE DE LA NIEVRE**

**PREFECTURE  
SECRETARIAT GENERAL**

**DIRECTION DU PILOTAGE INTERMINISTERIEL  
ET DES MOYENS**

Guichet unique ICPE  
Pôle enquêtes publiques

Tél. 03.86.60.70.80  
Télécopie : 03.86.60.72.51

N° 2013 *225 - 0004*

**ARRETE**

**portant ouverture d'enquêtes publiques conjointes, préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire, en vue de l'établissement des périmètres de protection du captage du Garat situé sur la commune de SAINT-LEGER-DE-FOUGERET ainsi que de l'institution des servitudes y afférentes.**

-----  
**La Préfète de la Nièvre,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'expropriation et notamment les articles R 11-3 à R 11-14 ;

VU le code de la santé publique, les articles L 1321-2 et R 1321-1 et suivants ;

VU le titre I du livre II du code de l'environnement et notamment l'article L 215-13 ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 ;

VU le décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2004/P/1144 du 22 avril 2004 modifié, portant organisation du contrôle sanitaire de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et définissant le programme d'analyses, et notamment son article 9 modifié ;

VU la délibération du Conseil municipal par laquelle M. le Maire de Saint-Léger-De-Fougeret demande l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire, en vue de l'établissement des périmètres de protection du captage du Garat situé sur la commune de Saint-Léger-De-Fougeret et instaurant les servitudes y afférentes ;

VU les pièces du dossier à soumettre aux enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire en vue de l'établissement des périmètres de protection et de l'instauration des servitudes y afférentes ;

VU l'avis en date du 29 mars 2013 de Monsieur le délégué territorial de la Nièvre de l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne sur la recevabilité du dossier ;

VU l'ordonnance n° E 13000089/21 du Tribunal Administratif de Dijon du 2 juillet 2013 désignant Madame Colette VALLEE en qualité de commissaire enquêteur titulaire, et M. Thibaut VEYRIER en qualité de commissaire enquêteur suppléant ;

Considérant que le projet d'établissement des périmètres de protection du captage du Garat situé sur la commune de Saint-Léger-De-Fougeret et instaurant des servitudes y afférentes présentent un caractère d'utilité publique ;

SUR proposition de M. le Secrétaire général de la préfecture de la Nièvre,

## ARRETE

**Article 1er** : Il sera procédé :

- 1) à une enquête publique en vue de l'établissement des périmètres de protection du captage du Garat situé sur la commune de Saint-Léger-De-Fougeret et à l'instauration des servitudes y afférentes ;
- 2) à une enquête parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection.

**Article 2** : Madame Colette VALLEE, chargée de mission auprès de la préfecture de région en retraite est désignée en qualité de commissaire enquêteur titulaire.

Monsieur Thibaut VEYRIER, ingénieur agricole est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

Le commissaire enquêteur siégera à la mairie de Saint-Léger-De-Fougeret et procédera en cette qualité aux enquêtes publiques.

## ENQUETE D'UTILITE PUBLIQUE

-----

**Article 3** : Un dossier d'enquête d'utilité publique sera déposé à la mairie de Saint-Léger-De-Fougeret pendant 32 jours consécutifs, soit du 2 septembre au 3 octobre 2013 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance aux heures habituelles d'ouverture de la mairie et consigner éventuellement sur le registre d'enquête, qui sera ouvert à la mairie de Saint-Léger-De-Fougeret, ses observations sur l'utilité publique de l'opération projetée.

Madame Colette VALLEE se tiendra à la disposition des personnes qui désireraient lui faire part directement de leurs observations à la mairie de Saint-Léger-De-Fougeret les :

- lundi 2 septembre 2013 de 9 H 00 à 11 H 00
- mardi 10 septembre 2013 de 16 H 00 à 18 H 00
- jeudi 26 septembre 2013 de 10 H 00 à 12 H 00

**Article 4** : Le registre d'enquête, après avoir été coté et paraphé par le commissaire enquêteur, sera ouvert par ses soins.

A l'expiration du délai prescrit, le registre sera clos et signé par le maire.

Le commissaire enquêteur examinera l'ensemble des pièces et entendra toute personne qu'il jugera utile de consulter et notamment M. le maire de Saint-Léger-De-Fougeret, ce dernier ayant sollicité l'ouverture des enquêtes.

Le commissaire enquêteur transmettra ensuite à la préfecture l'ensemble du dossier accompagné de ses conclusions motivées dans le délai d'un mois à compter de la date de clôture des enquêtes.

## ENQUETE PARCELLAIRE

-----

**Article 5 :** Dans le cadre de l'enquête parcellaire, le plan parcellaire, la liste des propriétaires et un registre d'enquête ouvert, coté et paraphé par le maire dès l'ouverture de l'enquête, seront également déposés en mairie de Saint-Léger-De-Fougeret pendant le délai fixé et aux jours et heures indiqués à l'article 3.

Les intéressés ou leurs mandataires pourront consigner sur ce registre leurs observations relatives aux limites des périmètres de protection des captages et des terrains à grever de servitudes, ou les adresser, par écrit, au commissaire enquêteur siégeant à la mairie de Saint-Léger-De-Fougeret qui les annexera au rapport après les avoir visées.

**Article 6 :** A l'expiration du délai fixé ci-dessus, le registre d'enquête parcellaire sera clos et signé par le maire qui le transmettra dans les 24 heures avec le dossier d'enquête au commissaire enquêteur. Celui-ci, après avoir entendu toute personne susceptible de l'éclairer, donnera son avis sur l'emprise des périmètres de protection projetés et dressera procès-verbal de ces opérations, puis fera parvenir le rapport d'enquête parcellaire à la préfecture de la Nièvre en même temps que celui de l'enquête d'utilité publique.

## PUBLICITE

-----

**Article 7 :** Préalablement à l'ouverture des enquêtes, le présent arrêté fera l'objet d'une publication par voie d'affichage à la mairie de Saint-Léger-De-Fougeret quinze jours au moins avant l'ouverture des enquêtes.

Un extrait de cet arrêté sera en outre inséré en caractères apparents, dans deux journaux diffusés dans le département de la Nièvre : "le Journal du Centre" et "le Journal du Centre - édition du Dimanche" quinze jours au moins avant le début des enquêtes. Un avis rappelant l'ouverture de ces enquêtes sera inséré dans les huit premiers jours de celles-ci dans les mêmes journaux.

Ces formalités devront être justifiées par un certificat d'affichage et de publication du maire de Saint-Léger-De-Fougeret ainsi que par un exemplaire des journaux susdits. Ces pièces visées par le commissaire enquêteur seront annexées au registre d'enquête.

L'arrêté d'ouverture d'enquêtes et la notice explicative seront mis en ligne sur le site internet de la préfecture de la Nièvre : [www.nievre.gouv.fr](http://www.nievre.gouv.fr) (rubrique enquêtes publiques) dans les mêmes conditions de délai que celles prévues ci-dessus.

**Article 8 :** Conformément à l'article R 11-22 du code de l'expropriation, notification individuelle du dépôt du dossier d'enquête parcellaire à la mairie de Saint-Léger-De-Fougeret sera, en outre, faite par le Cabinet RAQUIN, 2 avenue Saint-Just - 58000 NEVERS, sous pli recommandé avec demande d'accusé de réception, aux propriétaires ou à leurs mandataires, gérants, administrateurs, syndicats ou ayants-droits connus de l'expropriant et figurant sur la liste établie par ce dernier et jointe au dossier de l'enquête parcellaire déposé en mairie. En cas de domicile inconnu, la notification sera faite en double copie au maire qui en fera afficher une et, le cas échéant, aux locataires et preneurs à bail rural.

Ces notifications devront parvenir à leurs destinataires avant l'ouverture des enquêtes prescrites par le présent arrêté.

Les propriétaires auxquels notification est faite du dépôt du dossier à la mairie de Saint-Léger-De-Fougeret sont tenus de fournir les indications relatives à leur identité telles qu'elles sont énumérées, soit au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 5 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière (à savoir : nom, prénoms, profession, domicile, date et lieu de naissance, éventuellement nom du conjoint), soit au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 6 du même décret (pour les personnes morales) ou, à défaut de donner tous renseignements en leur possession sur l'identité du ou des propriétaires actuels.

**Article 9 :** La publication du présent arrêté est faite notamment en vue de l'application de l'article L 13.2 du code de l'expropriation, ci-après reproduit :

*« en vue de la fixation des indemnités, l'expropriant notifie aux propriétaires et usufruitiers intéressés soit l'avis d'ouverture de l'enquête, soit l'acte déclarant l'utilité publique, soit l'arrêté de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation. Dans la huitaine qui suit cette notification, le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant, les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes. Les autres intéressés seront mis en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective et tenus, dans le même délai de huitaine, de se faire connaître à l'expropriant à défaut de quoi ils seront déchus de tout droit à indemnités.»*

**Article 10 :**

- M. le secrétaire général de la préfecture de la Nièvre ;
- M. le sous-préfet de Château-Chinon ;
- M. le maire de Saint-Léger-De-Fougeret ;
- Mme le commissaire enquêteur,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée à :

- M. le président du tribunal administratif de Dijon ;
- M. le directeur départemental des territoires ;
- M. le délégué territorial de la Nièvre de l'Agence Régionale de santé de Bourgogne.

Fait à Nevers, le 13 AOUT 2013

La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation,  
Le Sous-Préfet chargé de la suppléance  
du Secrétaire Général

Jean-Marie HUFTIER